

FICHE 49 – LE CREANCIER

§1 – La qualité du créancier

II – Objet de la créance, montant, ancienneté

Saisie des rémunérations (C. Trav., art. L. 3252-8, D. 3252-34-1 ; au plus tard le 01/07/2025 : CPC exéc., art. L. 212-10 et décret d'application en attente) : les créances résiduelles les plus faibles sont payées par priorité, dans l'ordre croissant de leur montant ; le montant maximal de ces créances ne doit pas dépasser 500 € (V. infra Fiche 65).

FICHE 51 – LE TITRE EXECUTOIRE

§1 – les caractéristiques du titre exécutoire

Le titre est un écrit constatant un acte juridique, un *instrumentum*.

Le commissaire de justice chargé de l'exécution doit être porteur de l'original du titre.

Le JEX connaît des difficultés relatives aux titres exécutoires et des contestations qui s'élèvent à l'occasion de l'exécution forcée (COJ, art. L. 213-6).

Attention ! Les mots « des contestations qui s'élèvent à l'occasion de l'exécution forcée » figurant au premier alinéa de l'article L. 213-6 du Code de l'organisation judiciaire, dans sa rédaction résultant de la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, seront abrogées 1^{er} décembre 2024 au plus tard (Cons. Const., 17 nov. 2023, n°2023-1068 QPC).

FICHE 53 – LE TIERS

§2 – le tiers saisi

Obligations spécifiques du tiers saisi

Saisie des rémunérations : C. trav., art. L. 3252-9 ; au plus tard le 01/07/2025 : CPC exéc., art. L. 212-14 (V. infra Fiche 65).

Sanctions du tiers saisi

Condamnation aux causes de la saisie

Saisie des rémunérations : C. trav., art. L. 3252-10 al. 2, R. 3252-28 ; au plus tard le 01/07/2025 : CPC exéc., art. L. 212-14 et décret d'application en attente (V. infra Fiche 65).

Condamnation aux dommages-intérêts

Saisie des rémunérations : C. trav., art. L. 3252-9 ; au plus tard le 01/07/2025 : CPC exéc., art. L. 212-14 (V. infra Fiche 65).

FICHE 54 – JUGE DE L'EXECUTION – ORGANISATION ET COMPETENCE

§2 - La compétence (CPC exéc., art. R. 121-1 à R. 121-4)

II. La compétence matérielle

Compétence du JEX (COJ, art. L. 213-6)

Le JEX connaît, de manière exclusive, des **difficultés relatives aux titres exécutoires et des contestations qui s'élèvent à l'occasion de l'exécution forcée**, même si elles portent sur le fond du droit, à moins qu'elles n'échappent à la compétence des juridictions de l'ordre judiciaire.

Attention ! Les mots « des contestations qui s'élèvent à l'occasion de l'exécution forcée » figurant au premier alinéa de l'article L. 213-6 du Code de l'organisation judiciaire, dans sa rédaction résultant de la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, seront abrogées 1^{er} décembre 2024 au plus tard (Cons. Const., 17 nov. 2023, n°2023-1068 QPC).

(...)

Il connaît de la saisie des rémunérations, à l'exception des demandes ou moyens de défense échappant à la compétence des juridictions de l'ordre judiciaire [alinéa supprimé au plus tard le 1^{er} juillet 2025 ; L. n°2023-1059, 20 nov. 2023, art. 47].

Compétence du JEX (CPC exéc. et textes spécifiques)

[Depuis le 01/11/2023] Le juge de l'exécution connaît de la saisie conservatoire, de la vente forcée et de la distribution du prix de vente des **aéronefs** (C. transp., art. R. 6123-1, R. 6123-4 et s. ; Décr. n° 2023-1071, 20 nov. 2023, abrogeant les dispositions des 34° et 48° du tableau IV-II annexé à l'article D. 212-19-1 du code de l'organisation judiciaire qui attribuaient aux chambres de proximité des compétences désormais attribuées au juge de l'exécution par le décret portant sixième partie réglementaire du code des transports).

Jurisprudence

Compétence du JEX

- Prescription : **Cass. 2e civ., 17 mars 2016, n° 14-22.575** : JurisData n° 2016-004668 – **Cass. avis, 4 juill. 2016, n° 16006P** : JurisData n° 2016-013755 - **Cass. Civ. 2^e, 2 mars 2023, n°20-20.776** ; publié au bulletin - **Cass. Civ. 2^e, 23 mars 2023, n°20-18.306** ; publié au bulletin - **Cass. Civ. 2^e, 23 mars 2023, n°21-20.447** ; publié au bulletin ; **Cass. Civ. 2^e, 23 nov. 2023, n°22-15.144, inédit**

FICHE 55 – JUGE DE L'EXECUTION – PROCEDURE EN MATIERE MOBILIERE

§1 - La procédure ordinaire

Modalités de comparution (CPC exéc., art. L. 121-4, R. 121-6, R. 121-7)

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 3252-11 du code du travail [mots supprimés au plus tard au 01/07/2025], les parties se défendent elles-mêmes.

FICHE 56 – JUGE DE L'EXECUTION – PROCEDURE EN MATIERE IMMOBILIERE ET QUASI IMMOBILIERE

§2 – Les règles de procédure

Voies de recours

Pourvoi en cassation (CPC exéc., art. R. 311-9, R. 322-22, R. 322-25, R. 322-60, R. 322-65, R. 322-68. V. Fiche 43)

Peuvent faire l'objet d'un pourvoi :

- le jugement d'adjudication, qui ne tranche aucune contestation, en cas d'excès de pouvoir : **Cass. 2e civ., 7 avr. 2016, n° 15-16.235, inédit**. – **Cass. 2e civ., 7 avr. 2016, n° 15-16.227, inédit** ; **Cass. Civ. 2^e, 13 avr. 2023, n°21-15.227, inédit** ; **Cass. Civ. 2^e, 23 nov. 2023, n°22-20.740, inédit**.

FICHE 59 – L'ASTREINTE

§2 – La liquidation

Jurisprudence

Le juge saisi d'une demande de liquidation ne peut se déterminer qu'au regard des seuls critères prévus à l'article L. 131-4 du code des procédures civiles d'exécution. Il n'en appartient pas moins au juge saisi d'apprécier encore, de manière concrète, s'il existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre le montant auquel il liquide l'astreinte et l'enjeu du litige : **Cass. Civ. 2e, 20 janv. 2022, n°19-23.721**, publié au bulletin ; **Cass. Civ. 2^e, 20 janv. 2022, n°20-15261** ; **Cass. Civ. 2^e, 15 déc. 2022, n°21-16.416, inédit** ; **Cass. Civ. 2^e, 20 avril 2023, n°21-22.960, inédit** ; **Cass. Civ. 2^e, 9 nov. 2023, n°21-25.582, publié au bulletin**.

FICHE 65 – SAISIE ET CESSION DES REMUNERATIONS

L'essentiel

La saisie et la cession des rémunérations sont régies par les articles L. 3252-1 à L. 3252-13, R. 3252-1 à R. 3252-49 du code du travail, L. 212-1 à L. 212-3, R. 212-1 à R. 212-6 du code des procédures civiles d'exécution.

Seuls les créanciers titrés peuvent y recourir. Une fraction des rémunérations demeure insaisissable.

Attention : l'article 47 de la loi n°2023-1059 du 20 novembre 2023 réforme profondément la procédure de saisie des rémunérations (articles L. 3252-1 à L. 3252-7 du code du travail, L. 211-1 à L. 212-15 du code des procédures civiles d'exécution). La nouvelle procédure entrera en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet 2025 et est soumise à la

parution d'un décret d'application. La procédure relèvera de la compétence d'un commissaire de justice, le JEX demeurant compétent pour statuer sur les contestations.

La chambre nationale des commissaires de justice devra mettre en place, sous sa responsabilité, un registre numérique des saisies des rémunérations.

FICHE 66 – PROCEDURE DE PAIEMENT DIRECT DES PENSIONS ALIMENTAIRES

§2 – Mise en œuvre

La demande de paiement direct est faite par l'intermédiaire d'un commissaire de justice et obéit à un **formalisme simplifié**. [Au plus tard le 01/07.2025] Lorsqu'elle s'exerce sur des sommes dues à titre de rémunération, elle est inscrite au registre numérique des saisies des rémunérations. » (CPC exéc., art. L. 213-5 al. 1).

FICHE 71 – SAISIE DES DROITS INCORPORELS

§1 – La saisie et la vente des droits d'associés et des valeurs mobilières

II. La phase de vente

Vente forcée (CPC exéc., art. R. 233-1) : à la demande du créancier, sur présentation d'un CNC délivré par le greffe ou établi par le commissaire de justice qui a procédé à la saisie qu'aucune contestation n'a été formée dans le mois de la dénonce de la saisie ou, le cas échéant, d'un jugement rejetant la contestation du débiteur. L'ordre de vente est donné par le poursuivant à la personne chargée de la vente.

Jurisprudence

Les mots « *des contestations qui s'élèvent à l'occasion de l'exécution forcée* » figurant au premier alinéa de l'article L. 213-6 du code de l'organisation judiciaire, sans sa rédaction résultant de la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, sont contraires à la Constitution. En l'espèce, l'abrogation immédiate des dispositions déclarées inconstitutionnelles entraînerait des conséquences manifestement excessives. Par suite, il y a lieu de reporter au 1^{er} décembre 2024 la date de leur abrogation. D'autre part, afin de faire cesser l'inconstitutionnalité constatée à compter de la publication de la présente décision, il y a lieu de juger que, jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi ou, au plus tard, au 1^{er} décembre 2024, le débiteur est recevable à contester le montant de la mise à prix pour l'adjudication des droits incorporels saisis devant le juge de l'exécution dans les conditions prévues par le premier alinéa de l'article L. 213-6 du code de l'organisation judiciaire (Cons. Const., 17 nov. 2023, n° 2023-1068 QPC).

FICHE 75 - SAISIE IMMOBILIERE – DISPOSITIONS GENERALES ET SAISIE DE L'IMMEUBLE

§2 – La saisie de l'immeuble

I – Les formalités tendant à la saisie de l'immeuble

Le commandement de saisie doit être publié au fichier immobilier dans les deux mois à compter de sa signification, à peine de caducité (CPC exéc., art. R. 311-11, R. 321-6 à R. 321-12 - Cass. 2e civ., 5 janv. 2017, n° 15-25.692, F-P+B : JurisData n°2017-000029). Les formalités de publicité sont régies par le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 et le décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955 (CPC exéc., art. R. 321-7).

Attention : l'article 51 de la loi n°2023-1059 du 20 novembre 2023 édicte la réforme de la publicité foncière au 30 juin 2024 au plus tard. Les décrets de 1955 seront abrogés.

FICHE 86 – LES SÛRETÉS JUDICIAIRES

§1 – La publicité provisoire

I – Les formalités propres à chaque mesure

Hypothèque judiciaire provisoire (CPC exéc., art. R. 532-1 ; C. civ., art. 2408, 2423)

Acte à déposer : deux bordereaux dans les conditions prévues par l'article 2423 du code civil.

Attention : l'article R. 532-1 du Code fait toujours référence à l'article 2428 du code civil, devenu article 2423 au 1^{er} janvier 2022. Le décret du 14 octobre 1955 exige l'utilisation du modèle fourni par l'administration ou d'un formulaire reproduit selon des normes fixées par instruction publiée au Bulletin officiel des impôts (formulaire cerfa n° 3267 C ou 3267 P selon la longueur du texte).

Attention : l'article 51 de la loi n°2023-1059 du 20 novembre 2023 édicte la réforme de la publicité foncière au 30 juin 2024 au plus tard. Les décrets de 1955 seront abrogés.